

## **La crise burundaise et la communauté internationale**

**La une des journaux en Europe relate l'afflux des réfugiés venant de la Syrie et des autres régions du monde qui ont connu des guerres civiles. La situation sécuritaire qui est alarmante en Afrique des grands lacs à cause de la crise burundaise ne trouve aucun écho dans les médias européens, et pourtant cette crise si elle n'est pas désamorcée peut donner du fil à retordre à la communauté internationale déjà fragilisée par la problématique actuelle des réfugiés. La communauté internationale, plus précisément l'union européenne, devait davantage s'impliquer pour la recherche d'une solution pacifique avant qu'il ne soit trop tard.**

### **La crise des réfugiés ou tout simplement la crise de la communauté Internationale**

On ne le dira jamais assez, la crise actuelle des réfugiés qui déferlent vers les pays européens n'est pas une surprise. Beaucoup d'analystes sont de l'avis que cette crise actuelle des réfugiés syriens n'aurait pas pris une telle ampleur si la communauté Internationale avait pu réagir unanimement et ce à temps. Il y a quelques années, la question de la guerre en Syrie était la une des journaux et les pays dits développés (USA, Russie, Union Européenne, Chine ) ne pouvaient pas avoir une vision commune pour résoudre cette crise. Voulant protéger leurs intérêts respectifs en Syrie, ils se sont contentés de laisser les syriens à eux mêmes jusqu'à ce que naisse l'Etat Islamique, qui par la brutalité de ses attaques réveillant encore une fois la conscience des occidentaux; c'était déjà trop tard pour trouver une solution pacifique à la crise syrienne! Si beaucoup d'analystes politiques sont d'avis que la problématique actuelle des réfugiés n'aurait pas une ampleur assez grave qui risque même de faire éclater la confiance entre les Etats membres de l'union européenne<sup>1</sup>, d'autres sont de l'avis que cette problématique des réfugiés comme celle des conflits dans le monde est un signe avant coureur d'une crise sans précédent au sein même de cette communauté internationale. Certains s'amusent même à taxer cette dernière comme „ *un tigre en carton*“ si sa fin n'a pas déjà été consommée comme le stipulent les tenants de la „*realpolitik*“<sup>2</sup>; en effet ses décisions sont

---

<sup>1</sup> Pour le premier ministre Hongrois venu s'expliquer à Bruxelles sur la clôture construite contre les réfugiés, le problème des réfugiés n'est ni Hongrois, ni européen mais tout simplement un problème allemand. Cela a provoqué des discussions au sein de la classe politique européenne. Cfr. <http://francais.rt.com/international/6405-premier-ministre-hongrois-migrants-probleme-allemand>

<sup>2</sup> [http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/11/la-fin-de-la-communaute-internationale\\_3475889\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/11/la-fin-de-la-communaute-internationale_3475889_3232.html)

souvent négligées et bafouées au nom de la soi-disant „*souveraineté nationale*“ par les Etats les plus faibles de la planète.

### **Le cas du Burundi**

Le cas le plus emblématique et qui confirme cette hypothèse est celui du Burundi. Un petit Etat de l’Afrique de l’Est et il faut l’affirmer, un Etat faible sur tous les plans, car non seulement il est parmi les pays les plus petits de la planète, mais aussi un des plus faibles économiquement qui, fondamentalement dépend de l’aide de la communauté internationale pour survivre. Cependant un pays qui a fait parler de lui à travers le monde à cause d’une guerre civile qui a fait beaucoup de morts et renvoyé beaucoup d’hommes, de femmes et d’enfants sur le chemin de l’Exil. Les négociations interburundaises qui ont aboutit aux accords de paix baptisés „*accords d’Arusha*“ et qui ont été encouragées, accompagnées et soutenues par la communauté internationale avaient créé un espoir d’une paix retrouvée et de la reconstruction du pays.<sup>3</sup> Mais hélas, le fameux troisième Mandat du Président Nkurunziza est en train de replonger le pays encore une fois dans le chaos de la guerre civile. Après les manifestations contre le troisième mandant durement réprimées par le pouvoir, on compte plus d’une centaine de personnes tuées, plusieurs centaines de personnes illégalement détenues et qui sont régulièrement torturées<sup>4</sup> et plus 150.000 Personnes vivant misérablement dans des camps de réfugiés dans les pays voisins.

La communauté Internationale avait essayé de tout faire pour éviter cette crise au Burundi, elle a invité à plusieurs reprises le gouvernement burundais à respecter les droits humains et surtout à sauvegarder les acquis des accords d’Arusha qui stipulent qu’aucun président ne peut faire plus de deux mandats présidentiels. Devant l’entêtement du Président Burundais, la communauté internationale s’est retirée du processus électoral et menaçait de frapper le Burundi avec des sanctions économiques si le gouvernement ne s’engageait pas sur la voie du dialogue pour préparer des élections libres, démocratiques et inclusives. Malgré tout cela, le gouvernement de Nkurunziza n’a pas changé d’opinion, il s’est davantage entêté se métamorphosant en une dictature hors pair surtout après avoir organisé des élections qui n’étaient ni transparentes, ni crédibles encore moins inclusives.<sup>5</sup> La réponse du Burundi face à la communauté internationale peut se résumer en deux mots:“ Mépris et accusation“. Le

---

<sup>3</sup> Sur ce sujet on peut consulter le livre de Pierre Buyoya, *Les négociations interburundaise,, la longue marche vers la Paix*, Harmattan, Paris 2011.

<sup>4</sup> Cfr. Amnesty International, „*Dites moi juste ce que je dois avouer*“ Tortures et autres mauvais traitements perpétrés par les forces de police et les services des renseignements burundais depuis Avril 2015.

<sup>5</sup> Cfr. <http://www.rfi.fr/afrique/20150729-nations-unies-elections-burundi-credibles-3eme-mandat-nkurunziza>

conseiller principal du Président à la communication, dans une de ses sorties médiatiques à Bruxelles, n'a pas hésité de prononcer un „*j'accuse l'union Européenne*“<sup>6</sup> et de dire avec mépris que la communauté internationale ne se réduisait pas seulement aux Etats Unis d'Amérique et à l'Union européenne<sup>7</sup>; la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et beaucoup d'autres sont aussi des partenaires valables et surtout qu'ils n'exigent pas le respect des droits humains. Quelle a été alors la réponse de la communauté internationale? Certains observateurs proches de l'union Européenne, remarquent une disparité d'opinion et un manque de fermeté face à la crise burundaise<sup>8</sup>, ce qui effectivement risque de confirmer l'hypothèse selon laquelle cette communauté internationale dont l'intervention s'est fait longtemps attendre par les manifestants et les torturés du Burundi n'est finalement qu'un tigre en carton.

### **La crise burundaise, un prélude de la crise des grands Lacs?**

Ce que la communauté Internationale devait savoir c'est que la crise burundaise si elle n'est pas traitée avec précaution et sans faux fuyant, elle peut être une bombe à retardement qui peut embraser toute la région des grands lacs et même au delà. La tension déjà latente entre le Burundi et le Ruanda, l'implication réelle ou supposée des FDLR<sup>9</sup> déjà actifs dans l'Est du Congo, la circulation non contrôlée des armes à feu dans la région doublée par la présence des réfugiés burundais dans les pays voisins, ne sont que des ingrédients propices pour un conflit armé dans une région devenue presque championne mondiale en guerre civile! Par ailleurs, le problème de limitation de mandat présidentiel ne concerne pas seulement le Burundi. Les élections en République démocratique du Congo prévues l'année prochaine s'annoncent déjà avec des tensions, de même qu'au Ruanda en 2017. Tous ces présidents qui voudraient bien prolonger leurs mandats contre la constitution de leurs pays, observent avec une attention particulière ce qui se passe au Burundi. L'échec de la communauté internationale au Burundi ne ferait que renforcer leurs volontés à se faire élire contre les prescrits des textes constitutionnels qui seront nettoyés des articles gênants. Il faut rappeler aussi que la crise burundaise de 1993 après l'assassinat du Président Ndadaye a donné le coup d'envoi à la crise de la région des grands lacs dont le paroxysme a été le génocide ruandais en 1994. Si la politique n'est pas une science exacte où les mêmes causes produisent nécessairement les mêmes effets, on peut cependant faire un cri d'alarme en soulignant que la crise burundaise

---

<sup>6</sup> Cfr. <http://www.burundi-forum.org/Mr-Willy-Nyamitwe-a-Bruxelles>

<sup>7</sup> Cfr. <http://infosgrandslacs.info/productions/grand-entretien-willy-nyamitwe-nous-preferons-une-crise-budgetaire-une-crise>

<sup>8</sup> Cfr. Julia Grauvogel und Claudia Simons, Die Krise in Burundi, scheitert Arusha in GIGA N° 6, 2015

<sup>9</sup> Forces Démocratiques de Libération du Rwanda

risque d'embraser toute la région des grands lacs et provoquer tout un mouvement de réfugiés qui, comme aujourd'hui risqueront de déferler sur le continent européen!

### **Ni la Russie, ni la Turquie ni la Chine ....**

On le sait déjà mais il vaut la peine de le répéter encore ; aucun réfugié ne voudrait se rendre en Russie, ni en Turquie encore moins en Chine pour y demander Asile. Tous veulent aller en Europe, et maintenant tous rêvent d'aller en Allemagne. Les pays ci-haut cités le savent déjà, s'ils soutiennent le régime de Bujumbura, ils ne seront pas prêts de prendre leurs responsabilités sur la question des réfugiés. On le voit maintenant avec l'afflux des réfugiés syriens! Ils sont plutôt intéressés par les contrats miniers qu'ils peuvent décrocher à bas prix dans ces périodes de tumulte. A cause de cela, l'Europe et le monde occidental en général ne devaient pas négliger ce qui se passe au Burundi qui, comme on l'a dit plus haut risque de provoquer une catastrophe humanitaire dans la région. Il faudrait tout faire pour contraindre le gouvernement, tous les acteurs politiques de l'opposition et la société civile à faire des négociations pour éviter une guerre civile de trop. La pression devait être mise surtout sur le gouvernement qui semble rejeter toute Idée de dialogue ou de négociation. Les négociations ou le dialogue interburundais devait aboutir à la réhabilitation des accords d'Arusha. A Arusha tout avait été négocié. Il faudrait des experts pour évaluer les différentes violations des accords d'Arusha à fin de donner des propositions concrètes pour la réhabilitation et la mise en pratiques des accords d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi. La question de la justice devait être une priorité pour punir les crimes commis au Burundi. La question de l'immunité provisoire devait être ouverte au débat citoyen pour ne pas commettre les mêmes erreurs du passé où les criminels s'accordaient entre eux pour vivre aisément et continuer à commettre des crimes dans l'impunité totale.

Par D. Maruhukiro